

QUELS SONT LES RESSORTS SOCIOLOGIQUES, ANTHROPOLOGIQUES, POLITIQUES ET URBAINS DU JIHAD DANS LES PAYS OCCIDENTAUX ?

Entretien avec Farhad Khosrokhavar

Farhad KHOSROKHAVAR interview par Ivan SAND - Diploweb

13 mai 2018

Farhad Khosrokhavar est Directeur de l'Observatoire des radicalisations de la Fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH). Il a récemment publié « Le nouveau jihad en Occident » aux éditions Robert Laffont. Ivan Sand, doctorant à l'Institut Français de Géopolitique (IFG, Université Paris VIII) contribue au Diploweb.com depuis 2013. Il est également chargé d'études au Centre d'Etudes Stratégiques Aérospatiales (CESA) de l'armée de l'air, à l'Ecole Militaire, où il dirige la section rédaction.

Directeur de l'Observatoire des radicalisations de la Fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH), Farhad Khosrokhavar a récemment publié « Le nouveau jihad en Occident » aux éditions Robert Laffont. Issu de plus de dix ans de recherches, cet ouvrage décortique les ressorts sociologiques, anthropologiques mais aussi politiques et urbains du jihad dans les pays occidentaux. Loin des explications simplistes, cette somme nous invite à réfléchir aux causes profondes du succès de ce phénomène au sein de nos démocraties. Il répond aux questions d'Ivan Sand pour le Diploweb.

Ivan Sand (I. S.) : Quel cheminement intellectuel vous a conduit à la publication de cet ouvrage ? Pensez-vous que les ressorts du jihadisme en Occident soient souvent mal compris ou mal évalués ?

Farhad Khosrokhavar (F. K.) : Cela fait maintenant une trentaine d'années que je travaille sur la question du jihadisme. C'est à partir de la révolution iranienne en 1979 que je me suis interrogé sur ce phénomène : malgré cette vague de sécularisation qui avait commencé avec la Turquie et l'Iran, on revenait à une interprétation radicale de l'islam. D'abord dans l'Iran chiite donc, avant d'atteindre le sunnisme. Mon approche est avant tout sociologique et anthropologique alors que la plupart des travaux, souvent menés grâce à des subventions des agences de renseignement, notamment aux États-Unis, se centrent sur la logique des réseaux et la constitution des groupes. Cette dimension, qui est légitime, occulte généralement les autres et donne une vision unilatérale du jihadisme. Je qualifie au contraire le jihadisme de « fait social total » car il implique de nombreuses autres facettes : l'anthropologie de la famille, la situation socio-économique des musulmans en Europe, l'utopie du califat, le facteur urbain. Prendre une seule de ces dimensions ne peut pas offrir une image satisfaisante de la complexité du phénomène.

I. S. : Dans votre ouvrage, vous faites une distinction entre deux groupes de jihadistes : ceux des classes les plus modestes, souvent des individus issus de l'immigration et musulmans, et ceux des classes moyennes, où il y a un nombre important de convertis à l'islam. Ces deux groupes ne sont-ils pas plus imbriqués qu'il n'y paraît ?

F. K. : Je dirais que ces deux groupes ne sont pas mélangés dans la société française, et précisément, le jihadisme leur donne l'occasion de se mélanger, au sein de ce que j'appelle une « néo-umma » effervescente. Ils ne sont pas totalement séparés mais le type de trajectoire est différent. Pour les jeunes d'origine immigrée et des classes populaires, l'urbain joue un rôle primordial, lié aux banlieues, que l'on ne retrouve pas pour le groupe des classes moyennes. De même, le passage par la délinquance, et assez souvent la prison, est une réalité pour le premier groupe et pas pour le second. La situation familiale constitue une troisième différence entre ces deux types de trajectoire : il y a, pour les deux, une crise de la famille, mais elle n'est pas vécue de la même façon. Les femmes sont sur-représentées dans les classes moyennes, et sous-représentées chez les jeunes de banlieue. Du point de vue générationnel, les adolescents et post-adolescents sont bien plus nombreux dans les petites classes moyennes.

I. S. : **Chez les jeunes des classes les plus pauvres, vous identifiez le jihadisme comme une « contre-humiliation ostentatoire infligée à la société ». Diriez-vous que c'est**

l'humiliation qui est le facteur le plus important dans leur processus d'adhésion au jihadisme ?

F. K. : Chez les jeunes d'origine immigrée, l'humiliation joue un rôle fondamental, une humiliation qui recouvre en réalité plusieurs dimensions. Tout d'abord, ces jeunes ressentent un déni de citoyenneté. Ils sont des « Français sur le papier ». En Allemagne, on les appelle « Pass Deutsche », car ils ne seraient allemands que sur le passeport, pas dans la réalité. On retrouve ce type d'expressions dans d'autres pays européens. Provenir des banlieues procure également une perte de dignité car ces jeunes portent en eux le fait d'habiter dans des quartiers qui ont mauvaise réputation. Il y a un certain nombre de facteurs qui font qu'ils ne pensent appartenir à aucun groupe. Ils ne se sentent par exemple ni français ni algérien et ils transforment ce « ni-ni négatif » en un « ni-ni positif » par le biais de la religion. L'islam radical leur offre la possibilité de se hisser au-dessus de ce niveau. Il s'agit d'une inversion du vecteur d'indignité : cette nouvelle identité donnée par le jihadisme est une construction de soi, non pas éclatée entre plusieurs idées anciennes et abstraites, mais comme réalisation plénière et qui, de surcroît, a de la dignité. Cette appartenance nouvelle signifie dès lors : « Vous me méprisiez, maintenant je suis digne et même plus digne que vous ».

Chez les jeunes des classes moyennes, les choses se conjuguent d'une autre façon puisqu'ils n'ont pas ce sentiment d'humiliation. Il y a d'abord le sentiment d'anomie [1] face à la solitude d'une société où l'on vit chacun pour soi. Beaucoup de parcours témoignent d'une volonté non satisfaite de faire de l'humanitaire. L'incertitude devant l'avenir est également un moteur très important, associée à une grande crainte de paupérisation et de déclassement. Le mode de structuration de la radicalisation n'est pas identique.

I. S. : **À propos du sentiment de solitude présent dans les sociétés modernes, vous mentionnez un autre facteur qui peut paraître surprenant : la morosité et l'ennui dans des sociétés pacifiées depuis la Seconde Guerre mondiale. Cette idée est-elle semblable à celles qui menaient vers d'autres formes de radicalité dans les années 1980 ou 1990 ?**

F. K. : En effet, l'imaginaire de la guerre est souvent identifié à la fête qui vient briser l'ennui du quotidien. Ce n'est qu'une dimension de l'attractivité du jihadisme mais on la retrouve très souvent. Plus généralement, nous vivons dans des sociétés qui n'ont plus d'utopie. Au XIXe et au XXe siècles, de nombreuses utopies (républicaine, communiste, marxiste etc.) ont servi à projeter des sociétés idéales dans un avenir indéterminé. Aujourd'hui, plus personne ne croit à un paradis socialiste et plus aucun parti politique n'a de vocation utopique. Daech propose une utopie. Celle d'une communauté soudée et effervescente que j'appelle « néo-umma ».

Par ailleurs, sur le plan familial, Daech comble aussi un vide dans des sociétés où on a détrôné le père. La dimension paternaliste de Daech, qui se substituerait au père, a attiré de nombreux jeunes. Parmi les jihadistes, on trouve ainsi une proportion très importante de jeunes qui ont grandi dans des familles monoparentales où la figure du père était absente. Beaucoup de jeunes partis en Syrie vivaient comme une angoisse le sentiment de vivre dans une société sans pères. Les parcours de certains auteurs d'attentat comme Mehdi Nemmouche, Mohamed Merah, de même que les frères Kouachi et Amedy Coulibaly ont cela en commun.

I. S. : **Vous consacrez un chapitre de votre ouvrage au phénomène de l'« urbain jihadogène ». Ce constat est-il particulièrement marqué dans le cas de la France ?**

F. K. : Partout en Europe, on trouve des équivalents de ce que l'on nomme ici les banlieues, mais ce phénomène est beaucoup plus accentué en France. Pour ces quartiers qui concentrent des problèmes sociaux majeurs, ce qu'a récemment proposé Jean-Louis Borloo [2] est à mon avis le minimum de ce qu'il faut faire. On peut distinguer trois structures urbaines jihadogènes : les banlieues françaises, quartiers enclavés en dehors de la ville, une population marginalisée et stigmatisée, un revenu *per capita* beaucoup plus faible que la moyenne, le développement d'une économie parallèle, un type que l'on trouve surtout en France. Le deuxième type est celui de quartiers appauvris et ségrégués au sein de la ville, que l'on retrouve dans de nombreuses villes européennes, comme Londres, Copenhague, avec une population d'origine immigrée majoritaire et un fort sentiment d'enfermement, des zones qui sont parfois entourées de quartiers riches. Enfin, un troisième type est celui que j'ai nommé l'« islamistan » que l'on retrouve beaucoup plus en Grande-Bretagne qu'en France, où une classe moyenne musulmane s'enferme. Bien que

l'islam qui y est pratiqué puisse constituer un barrage au jihadisme, ces quartiers créent une société parallèle faite d'enclaves au sein d'un modèle qui se veut égalitaire et universel via ce type d'enclaves.

La notion de quartier est donc très importante pour étudier le jihadisme, notamment chez les jeunes d'origine immigrée, un groupe où le taux de chômage est élevé. La presse a monté en épingle le cas de jeunes des classes moyennes qui avaient une bonne situation sociale et qui rejoignaient pourtant Daech pour insister sur la variété des profils. Or ces cas sont extrêmement marginaux.

I. S. : De ce point de vue, le phénomène du jihadisme en Occident est-il un miroir de certains échecs des politiques sociales de nos démocraties ?

F. K. : Tout à fait, que ce soit dans les classes les plus pauvres comme dans les classes moyennes. Ces dernières ont le sentiment que leur avenir n'est plus assuré et nourrissent une forte angoisse en conséquence. Le jihadisme est un des symptômes des cassures de nos sociétés. L'affaiblissement de l'État-providence et l'accroissement du fossé entre les classes en sont les causes. La dimension sociale est indéniable dans le phénomène du jihadisme, y compris au sein des classes moyennes. C'est un facteur souvent occulté dans la presse, lorsque certains articles s'arrêtent sur quelques cas particuliers de diplômés qui partent en Syrie, parfois en insinuant qu'ils auraient des problèmes mentaux. Il s'agit au contraire de sujets tout à fait responsables de leurs actes, chez qui un sentiment de malaise est omniprésent. La question sociale est à mon sens souvent occultée dans les médias.

I. S. : Vous décelez dans le discours de certains jihadistes des arguments politiques, notamment de gauche, à propos de l'impérialisme de l'Occident et une critique du consumérisme. Sur quels ressorts se fonde ce type d'argumentation ?

F. K. : C'est une idée que l'on retrouve surtout au sein du groupe des classes moyennes. Un des paradoxes du jihadisme est en réalité d'amalgamer des idées d'extrême gauche et des idées d'extrême droite. Le succès du jihad est en quelque sorte une contrepartie de nos sociétés froides, où il n'existe pas de sentiment d'appartenance et où certains individus fantasment un passé où la solidarité constituait le ciment de la société. Le rapport qu'entretient l'idéologie jihadiste, et particulièrement Daech, à la modernité est ambivalent. Certains jeunes en Syrie s'affichent sur des 4 x 4, avec des montures de lunettes « Ray-Ban », et d'autres symboles de la modernité occidentale. Ce que ces jeunes rejettent catégoriquement est la vision d'égalité entre l'homme et la femme. Et les critiques vis-à-vis de l'Occident rejoignent généralement cette idée. Daech a su exploiter cette perte de repères chez certains hommes, en stimulant leurs pulsions de virilité.

À côté de cela, le rôle des femmes au sein de Daech est toutefois primordial. Les femmes incarnent la stabilité au sein du groupe puisque les hommes ont vocation à mourir en martyr. Elles incarnent la « umma », dont la racine en arabe est la même que celle du mot qui signifie « mère ». Elles construisent une communauté rassurante. Daech a ainsi accentué les dimensions affective et sentimentale en créant une idéologie subsidiaire. Ce groupe se substitue au père manquant tandis que la « néo-umma » tient le rôle de la mère. Le facteur familial est un déterminant de premier ordre au sein des trajectoires des jihadistes européens. La dimension imaginaire de reconstitution d'une famille, qui serait enfin solide, touche de nombreux jeunes qui ont grandi au sein de familles monoparentales. La séduction qu'exerce Daech utilise largement ce créneau plutôt que la dimension théologique de l'islam comme a pu le faire auparavant Al-Qaïda.

I. S. : Vous mentionnez le cas de plusieurs jihadistes européens qui avaient auparavant échoué à intégrer l'armée ou la police. Pensez-vous que la violence exercée par Daech les attire particulièrement ?

F. K. : La motivation de ces jeunes se rattache plutôt à la recherche d'un encadrement face à leur sentiment d'anomie. Un cadre coercitif se substitue à l'identité en crise. Au sein de l'armée, dans des unités comme la Légion étrangère, lorsque vous faites en groupes des exercices physiques extrêmes, vous accédez à un sentiment de cohésion. En cela, Daech contredit le slogan de Mai 68 : « Faites l'amour par la guerre ». Au contraire, la propagande de Daech

proclame que c'est la guerre qui procure les sentiments les plus nobles. Il y a de ce point de vue aussi une inversion : l'encadrement restrictif répond à un besoin et Daech offre aux jeunes l'occasion de se réaliser, d'accomplir leur désir de se construire dans ce cadre coercitif.

I. S. : A la suite de l'ensemble de ces constats, que peuvent faire les démocraties occidentales ?

F. K. : Sur le plan extérieur, il faut empêcher la création d'un État jihadiste comme Daech. Du point de vue des vocations jihadistes, son rôle est tout à fait significatif. Entre 2000 et 2013, on dénombre en France environ 200 départs pour faire le jihad. Entre 2013 et 2016, on en compte entre 1 500 et 2 000. C'est environ 40 fois plus par an. La prise d'une ville aussi importante que Mossoul en Irak a été ainsi catastrophique car elle a offert à un groupe jihadiste l'occasion d'asseoir son modèle de gouvernance sur des structures étatiques concrètes. Daech est aussi la conséquence de la politique étrangère américaine, notamment de l'intervention contre l'Irak de Saddam Hussein en 2003. L'élite politique de Daech s'est formée dans les prisons américaines en Irak. Saddam Hussein était bien entendu un dictateur sanguinaire mais il existait d'autres moyens de le combattre.

En interne, il est évident qu'il faut lutter contre toutes les formes d'exclusion et de racisme surtout au niveau urbain. Ce facteur joue un rôle fondamental. Casser ces quartiers ségrégués et pauvres est indispensable. La prise de conscience de son lien avec le jihadisme est encore assez faible. Au sein de la plupart des travaux sur le jihadisme, l'urbain n'occupe pas une place prépondérante. Enfin, il s'agit de faire renaître le rôle de l'utopie, d'exalter le vivre-ensemble, de remettre à leur place d'autres formes d'utopie comme le féminisme ou l'écologie. Vivre dans une société uniquement fondée sur le libéralisme et la compétition n'est pas suffisant. Bien sûr, il s'agit ici de chantiers qui s'échelonnent sur le long terme, plusieurs décennies. La question des personnes qui reviennent de ces terres du jihad, notamment les mineurs, est cruciale. Le volet intégrateur doit doubler le volet répressif.

La lutte sur le plan social doit être pensée même si de nombreux jihadistes ne reviennent pas en Europe. Tout ce qui touche le monde musulman touche l'Europe, au contraire des États-Unis. Il s'agit aussi d'une question géographique : les distances ont un sens. L'Afrique du Nord est séparée de l'Europe par quelques dizaines de kilomètres par endroits. Le cas des États-Unis est par ailleurs très différent de l'Europe puisque les musulmans américains appartiennent surtout aux classes moyennes. Enfin, l'histoire coloniale n'y joue aucun rôle à l'inverse des États européens.

I. S. : Est-il aujourd'hui encore possible de travailler sur la question du jihad en adoptant une démarche de sociologue ?

F. K. : Les Européens qui reviennent de Syrie sont aujourd'hui sous les verrous donc leur accès est difficile. Mais il est possible de continuer à enquêter auprès de certains d'entre eux. On peut aujourd'hui distinguer quatre groupes parmi ces jeunes : les repentis, les endurcis qu'il faut neutraliser avec les moyens légaux de nos États, les traumatisés qui relèvent de cas psychopathologiques et enfin les indécis qui sont les plus nombreux. C'est auprès de cette dernière catégorie qu'il faut mobiliser le plus d'énergie et de moyens pour les récupérer. La société doit leur apporter un regard critique sur leur trajectoire et une prise de distance.

Sur le plan intellectuel, il est impératif de sortir des débats simplistes et stériles comme celui opposant « la radicalisation de l'islam » à l' « islamisation de la radicalité » [3], ou encore celui entre le *leaderless jihad* et le *leaderled jihad* [4]. Ces dichotomies représentent peut-être un confort intellectuel si l'on veut comprendre le phénomène en surface mais elles sont factices.

Ces notions sont en réalité imbriquées et le jihadisme ne peut être combattu si on ne l'étudie pas dans toute sa complexité.